Informations de base

2023/0109(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	Procédure terminée
Mesures visant à renforcer la solidarité de l'Union et ses capacités de détection, de préparation et de réaction face aux menaces et aux incidents de cybersécurité **Subject** 3.30.06 Technologies de l'information et de la communication, technologies numériques 3.30.07 Cybersécurité, politique cyberespace 3.30.25 Réseaux mondiaux et société de l'information, internet	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
ITRE Industrie, recherche et énergie	GÁLVEZ Lina (S&D)	02/05/2023
	Rapporteur(e) fictif/fictive NIEBLER Angelika (EPP) GROOTHUIS Bart (Renew) NIINISTÖ Ville (Greens/EFA) TOŠENOVSKÝ Evžen (ECR)	

Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
AFET Affaires étrangères	TUDORACHE Dragoş (Renew)	16/06/2023
BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
CONT Contrôle budgétaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
TRAN Transports et tourisme	FALCĂ Gheorghe (EPP)	07/07/2023

	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

Conseil de l'Union européenne

Formation du Conseil	Réunions	Date
Emploi, politique sociale, santé et consommateurs	4064	2024-12-02

Commission européenne

DG de la Commission	Commissaire
Réseaux de communication, contenu et technologies	BRETON Thierry

Comité économique et social européen

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
18/04/2023	Publication de la proposition législative	COM(2023)0209	Résumé
01/06/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
07/12/2023	Vote en commission,1ère lecture		
07/12/2023	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
08/12/2023	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A9-0426/2023	Résumé
11/12/2023	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 72)		
13/12/2023	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 72)		
20/03/2024	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	GEDA/A/(2024)001689 PE760.882	
24/04/2024	Décision du Parlement, 1ère lecture	T9-0355/2024	Résumé
24/04/2024	Résultat du vote au parlement		
02/12/2024	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
19/12/2024	Signature de l'acte final		
15/01/2025	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de la procédure	2023/0109(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement

Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 322-p1 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 173-p3
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ITRE/9/11824

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE752.795	04/09/2023	
Amendements déposés en commission		PE753.628	22/09/2023	
Avis de la commission	TRAN	PE752.607	25/10/2023	
Avis de la commission	AFET	PE750.145	27/10/2023	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A9-0426/2023	08/12/2023	Résumé
Texte convenu lors de négociations interinstitutionnelles		PE760.882	20/03/2024	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T9-0355/2024	24/04/2024	Résumé

Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Lettre de la Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel	GEDA/A/(2024)001689	21/03/2024	
Projet d'acte final	00094/2024/LEX	19/12/2024	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2023)0209	18/04/2023	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2024)394	08/08/2024	

Parlements nationaux

Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	CZ_CHAMBER	COM(2023)0209	29/06/2023	
Contribution	CZ_SENATE	COM(2023)0209	01/08/2023	
Contribution	PT_PARLIAMENT	COM(2023)0209	18/09/2023	
Contribution	FR_SENATE	COM(2023)0209	04/01/2024	

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES2408/2023	13/07/2023	
CofA	Cour des comptes: avis, rapport	52023AA0002 JO OJ C 31.01.2025	26/09/2023	
CofR	Comité des régions: avis	CDR2191/2023	29/11/2023	

Informations complémentaires		
Source	**Document**	**Date**
Parlement européen	Briefing	27/11/2023
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	**Rôle**	**Commission**	**Date**	**Représentant(e)s d'intérêts**
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	18/07/2024	ISACA
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	28/02/2024	The Kangaroo Group
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	16/01/2024	Deputy Permanent Representatives of Czechia and Slovakia to the EU
GROOTHUIS Bart	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	16/11/2023	CrowdStrike
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	15/11/2023	CrowdStrike
ALAMETSÄ Alviina	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	TRAN	19/09/2023	Permanent Representaiton of the Netherlands to the EU
NIINISTÖ Ville	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	19/09/2023	Security Scorecard
GROOTHUIS Bart	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	14/09/2023	ESET, spol. s r.o.
GROOTHUIS Bart	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	13/09/2023	VNO-NCW
GROOTHUIS Bart	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	13/09/2023	FOX IT
NIINISTÖ Ville	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	05/09/2023	Electronic Frontier Finland
NIINISTÖ Ville	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	08/08/2023	Okta
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	18/07/2023	ENISA
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	18/07/2023	Romanian National Cyber Security Directorate

GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	18/07/2023	Microsoft Corporation
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	18/07/2023	CyberPeace institute
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	12/07/2023	Centro Criptológico Nacional
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	11/07/2023	Embajador Representante Adjunto REPER
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	27/06/2023	Trellix
GROOTHUIS Bart	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	08/06/2023	Netherlands Organisation for Applied Scientific Research TNO
GROOTHUIS Bart	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	07/06/2023	Okta
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	06/06/2023	Committee of the regions rapporteur
GÁLVEZ Lina	Rapporteur(e)	ITRE	06/06/2023	Palo Alto Networks Inc.

Acte final

Rectificatif à l'acte final 32025R0038R(01)
JO OJ L 24.01.2025

Règlement 2025/0038
JO OJ L 15.01.2025 Résumé

Rectificatif à l'acte final 32025R0038R(03)
JO OJ L 06.11.2025

Mesures visant à renforcer la solidarité de l'Union et ses capacités de détection, de préparation et de réaction face aux menaces et aux incidents de cybersécurité

2023/0109(COD) - 08/12/2023 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie a adopté le rapport de Lina GÁLVEZ MUÑOZ (S&D, ES) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures destinées à renforcer la solidarité et les capacités dans l'Union afin de détecter les menaces et incidents de cybersécurité, de s'y préparer et d'y réagir.

La commission compétente a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Gouvernance coordonnée

Les députés ont souligné qu'une coopération étroite et coordonnée est nécessaire entre **le secteur public, le secteur privé, le monde universitaire, la société civile et les médias**. En outre, la réponse de l'Union doit être coordonnée avec les institutions internationales ainsi qu'avec les partenaires internationaux de confiance qui partagent les mêmes valeurs. Afin de garantir la coopération avec des partenaires internationaux de confiance, ainsi que la protection contre les rivaux systémiques, les entités établies dans des pays tiers qui ne sont pas parties à l'accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) ne devraient pas être autorisées à participer à des marchés publics au titre du présent règlement.

Réserve de cybersécurité

En ce qui concerne la nouvelle réserve de cybersécurité, les députés soulignent qu'elle a le potentiel de développer les capacités industrielles dans l'UE, **y compris pour les PME**, grâce à des investissements dans la recherche et l'innovation qui permettront de développer des technologies de pointe, telles que les technologies de l'informatique en nuage et de l'intelligence artificielle. En outre, le rapport propose de conserver la participation des entreprises, de renforcer les critères et les garanties de fiabilité conditionnant leur participation (par exemple, une participation en association avec une entreprise nationale ou locale) en précisant les critères et la définition de la souveraineté technologique, ainsi que de s'assurer de l'équilibre entre acteurs de l'Union et de pays tiers. Il propose en outre qu'un schéma de certification soit appliqué aux fournisseurs privés dans le cadre du mécanisme d'urgence dans le domaine de la cybersécurité pour bâtir des partenariats fiables et de long terme.

Pour soutenir la mise en place de la réserve de cybersécurité de l'UE, la Commission pourrait envisager de demander à l'ENISA de préparer un **système de certification candidat** pour les services de sécurité gérés dans les domaines couverts par le mécanisme d'urgence en matière de cybersécurité. Afin de remplir les tâches supplémentaires découlant de cette disposition, l'ENISA devrait recevoir un **financement supplémentaire** adéquat.

Financement

À la lumière des développements géopolitiques et du paysage croissant des cybermenaces, et afin d'assurer la continuité et le développement des mesures prévues dans le présent règlement au-delà de 2027, en particulier le bouclier européen de cybersécurité et le mécanisme d'urgence pour la cybersécurité, il est nécessaire de prévoir une **ligne budgétaire spécifique** dans le cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034. Selon le rapport, les États membres devraient s'efforcer de s'engager à soutenir toutes les mesures nécessaires pour réduire les cybermenaces et les incidents dans l'ensemble de l'Union et pour renforcer la solidarité.

Renforcer la R&I en matière de cybersécurité

Le texte amendé appelle à renforcer la recherche et l'innovation (R&I) dans le domaine de la cybersécurité afin d'accroître la résilience et l'autonomie stratégique ouverte de l'Union. De même, il est important de créer des synergies avec les programmes de R&I et avec les instruments et institutions existants et de renforcer la coopération et la coordination entre les différentes parties prenantes, y compris le secteur privé, la société civile, les universités, les États membres, la Commission et l'ENISA.

Évaluation et réexamen

Le texte modifié stipule que, dans un délai de deux ans à compter de la date d'application du présent règlement et tous les deux ans par la suite, la Commission devrait procéder à une évaluation concernant, entre autres : i) une évaluation des points forts et des points faibles du mécanisme d'urgence pour la cybersécurité; ii) la contribution du présent règlement au renforcement de la résilience et de l'autonomie stratégique ouverte de l'Union, à l'amélioration de la compétitivité des secteurs industriels concernés, des microentreprises, des PME, y compris des jeunes pousses, et au développement des compétences en matière de cybersécurité dans l'Union; iii) l'utilisation et la valeur ajoutée de la réserve de cybersécurité de l'Union européenne.

Mesures visant à renforcer la solidarité de l'Union et ses capacités de détection, de préparation et de réaction face aux menaces et aux incidents de cybersécurité

2023/0109(COD) - 18/04/2023 - Document de base législatif

OBJECTIF : établir des mesures visant à renforcer la solidarité et les capacités de l'Union à détecter les menaces et les incidents liés à la cybersécurité, à s'y préparer et à y répondre (loi de l'UE sur la cybersolidarité).

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : l'ampleur, la fréquence et l'impact des incidents de cybersécurité augmentent, y compris les attaques de la chaîne d'approvisionnement visant le cyberespionnage, les ransomwares ou les perturbations. Ils représentent une menace majeure pour le fonctionnement des réseaux et des systèmes d'information. Compte tenu de l'évolution rapide du paysage des menaces, la menace d'éventuels incidents à grande échelle causant des perturbations ou des dommages importants aux infrastructures critiques exige **une préparation accrue à tous les niveaux du cadre de cybersécurité de l'Union**. Cette menace va au-delà de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et devrait persister compte tenu de la multiplicité des acteurs étatiques, criminels et hacktivistes impliqués dans les tensions géopolitiques actuelles.

CONTENU : la proposition de **loi sur la cybersolidarité** vise à établir les capacités de l'UE pour rendre l'Europe plus résiliente et plus réactive face aux cybermenaces, tout en renforçant le mécanisme de coopération existant. Elle contribuera à **assurer un paysage numérique sûr et sécurisé** pour les citoyens et les entreprises et à protéger les entités critiques et les services essentiels, tels que les hôpitaux et les services publics.

Le règlement proposé établit des mesures visant à renforcer les capacités de l'Union à détecter les menaces et les incidents liés à la cybersécurité, à s'y préparer et à y répondre, notamment par les actions suivantes:

Bouclier européen de cybersécurité

Une infrastructure paneuropéenne interconnectée de centres d'opérations de sécurité (cyberbouclier européen) sera mise en place pour développer des capacités avancées permettant à l'Union de **détecter, d'analyser et de traiter les données relatives aux menaces et incidents cybernétiques dans l'Union**. Le cyberbouclier européen sera composé de centres d'opérations de sécurité (SOC) dans toute l'UE, rassemblés dans plusieurs plateformes SOC multinationales, construits avec le soutien du programme pour une Europe numérique (PED) pour compléter le financement national. Le cyberbouclier sera chargé d'améliorer la détection, l'analyse et la réponse aux cybermenaces. Ces SOC utiliseront des technologies avancées telles que l'intelligence artificielle (IA) et l'analyse de données pour détecter et partager les avertissements sur de telles menaces avec les autorités transfrontalières. Ils permettront une intervention plus rapide et plus efficace en cas de menaces majeures.

Mécanisme de cyberurgence

Le mécanisme de cyberurgence améliorera la résilience de l'Union face aux menaces majeures en matière de cybersécurité et permettra de se préparer à l'impact à court terme d'incidents de cybersécurité importants et à grande échelle et de l'atténuer, dans un esprit de solidarité. Il prévoit des actions de **soutien à la préparation**, notamment des tests coordonnés d'entités opérant dans des secteurs hautement critiques (tels que la finance, l'énergie et les soins de santé), une réponse et un rétablissement immédiat en cas d'incidents de cybersécurité importants ou à grande échelle, l'atténuation des cybermenaces importantes et des **actions d'assistance mutuelle**.

Il est également prévu de créer une **réserve européenne de cybersécurité** constituée de services de réaction aux incidents fournis par des fournisseurs de confiance sélectionnés, prêts intervenir, à la demande d'un État membre ou des institutions, organes et agences de l'Union, en cas d'incident de cybersécurité important ou de grande ampleur.

Mécanisme européen d'examen des incidents de cybersécurité

La proposition de règlement prévoit également la mise en place d'un mécanisme d'examen des incidents de cybersécurité, chargé d'évaluer et d'examiner les incidents de cybersécurité spécifiques. À la demande de la Commission ou des autorités nationales (le réseau EU-CyCLONe ou le réseau des CSIRT), l'Agence européenne de cybersécurité (ENISA) sera chargée de l'examen d'un incident de cybersécurité spécifique, important ou à grande échelle, et devra rédiger un rapport comprenant les enseignements tirés et, le cas échéant, des recommandations visant à améliorer la réponse de l'Union en matière de cybersécurité.

Implications budgétaires

Le bouclier de cybersécurité de l'UE et le mécanisme d'urgence en matière de cybersécurité du présent règlement bénéficieront d'un financement au titre de l'objectif stratégique «Cybersécurité» du programme pour une Europe numérique (PED).

Le budget total comprend une augmentation de **100 millions d'euros** que le présent règlement propose de réaffecter à partir d'autres objectifs stratégiques du programme. Cela portera le nouveau montant total disponible pour les actions de cybersécurité dans le cadre du PED à **842,8 millions d'euros**. Une partie des 100 millions d'euros supplémentaires renforcera le budget géré par les CETC pour mettre en œuvre des actions sur les SOC et la préparation dans le cadre de leur(s) programme(s) de travail. En outre, le financement supplémentaire servira à soutenir la mise en place de la réserve de cybersécurité de l'UE.

Il complète le budget déjà prévu pour des actions similaires dans le programme de travail principal du PED et du groupe de travail sur la cybersécurité pour la période 2023-2027, ce qui pourrait porter le total à 551 millions d'euros pour 2023-2027, alors que 115 millions d'euros ont déjà été consacrés sous forme de projets pilotes pour 2021-2022. En incluant les contributions des États membres, le budget global pourrait s'élever à **1,109 milliard d'euros**.

Mesures visant à renforcer la solidarité de l'Union et ses capacités de détection, de préparation et de réaction face aux menaces et aux incidents de cybersécurité

2023/0109(COD) - 15/01/2025 - Acte final

OBJECTIF : renforcer la solidarité et les capacités dans l'UE en matière de détection, de préparation et de réaction face aux menaces et incidents de cybersécurité.

ACTE LÉGISLATIF : Règlement (UE) 2025/38 du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures destinées à renforcer la solidarité et les capacités dans l'Union afin de détecter les cybermenaces et incidents, de s'y préparer et d'y réagir et modifiant le règlement (UE) 2021/694 (règlement sur la cybersolidarité).

CONTENU : le présent règlement s'inscrit dans le cadre du paquet législatif sur la cybersécurité qui comprend également une modification ciblée du règlement sur la cybersécurité.

Le règlement établit des mesures destinées à renforcer les capacités dans l'Union afin de **détecter les cybermenaces et incidents, de s'y préparer et d'y réagir**. Il poursuit les objectifs généraux consistant à renforcer la position concurrentielle de l'industrie et des services dans l'ensemble de l'économie numérique de l'Union, y compris les microentreprises et les petites et moyennes entreprises ainsi que les jeunes pousses, et à contribuer à la **souveraineté technologique** et à l'autonomie stratégique ouverte de l'Union dans le domaine de la cybersécurité, notamment en stimulant l'innovation dans le marché unique numérique.

Le règlement établit :

1) Un système d'alerte en matière de cybersécurité

Un système européen d'alerte en matière de cybersécurité est mis en place pour soutenir le développement de capacités avancées permettant à l'Union de renforcer les capacités de détection, d'analyse et de traitement des données en rapport avec les cybermenaces et la prévention des incidents dans l'Union. Il s'agit d'un **réseau paneuropéen d'infrastructures** composé de cyberpôles nationaux et de cyberpôles transfrontières y adhérant sur une base volontaire. Ces entités seront chargées de partager des informations et de détecter les cybermenaces et d'y réagir.

Les cyberpôles utiliseront des technologies de pointe, telles que l'intelligence artificielle (IA) et l'analyse avancée des données, pour détecter et partager en temps utile les avertissements sur les menaces et incidents de cybersécurité au niveau transfrontière. Ils renforceront le cadre européen

existant, tandis que les autorités et les entités concernées, de leur côté, seront en mesure de réagir de manière plus efficiente et efficace aux incidents en matière de cybersécurité.

2) Un mécanisme d'urgence dans le domaine de la cybersécurité

Ce mécanisme d'urgence est mis en place afin de favoriser l'amélioration de la résilience de l'Union face aux cybermenaces et d'anticiper et d' atténuer, dans un esprit de solidarité, les effets à court terme d'incidents de cybersécurité importants, d'incidents de cybersécurité majeurs ou d' incidents de cybersécurité assimilés à des incidents majeurs.

Le mécanisme d'urgence soutient les types de mesures suivantes:

- **des actions de préparation**, à savoir les tests de préparation coordonnés des entités actives dans des secteurs hautement critiques dans l'ensemble de l'Union pour détecter des vulnérabilités potentielles, sur la base de méthodes et de scénarios de risque communs;

- **une réserve de cybersécurité de l'Union** composée de services de réaction aux incidents fournis par le secteur privé et prêts à intervenir, à la demande d'un État membre ou des institutions, organes et agences de l'UE et des pays tiers associés, en cas d'incident de cybersécurité important ou à grande échelle. Pour bénéficier de l'aide de la réserve de cybersécurité de l'Union, les utilisateurs doivent prendre toutes les mesures appropriées pour atténuer les effets de l'incident pour lequel ils demandent de l'aide. Les demandes d'aide doivent être évaluées par le pouvoir adjudicateur. Une réponse doit être transmise aux utilisateurs sans retard et, en tout état de cause, au plus tard 48 heures après la présentation de la demande afin de garantir l'efficacité du soutien;

- **une assistance mutuelle** sur le plan technique.

3) Un mécanisme d'analyse des incidents de cybersécurité

Afin de soutenir les objectifs de promotion d'une appréciation commune de la situation et de réaction efficace aux incidents de cybersécurité importants et incidents de cybersécurité majeurs, la Commission ou le réseau européen pour la préparation et la gestion des crises cyber (EU-CyCLONe), sera en mesure de demander à l'ENISA, avec le soutien du réseau des CSIRT et avec l'approbation des États membres concernés, d' analyser et d'évaluer les cybermenaces, les vulnérabilités exploitables constatées et les mesures d'atténuation relatives à un incident de cybersécurité important ou majeur spécifique.

Après l'analyse et l'évaluation d'un incident, l'ENISA devra établir un **rapport d'analyse**, en collaboration avec l'État membre concerné, les parties prenantes concernées, notamment les représentants du secteur privé, la Commission ainsi que les autres institutions, organes ou organismes de l' Union concernés. En s'appuyant sur la collaboration avec les parties prenantes, les rapports d'analyse portant sur des incidents spécifiques serviront à évaluer les causes et les conséquences de ces incidents ainsi que leur atténuation, après qu'ils se sont produits.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 4.2.2025.

Mesures visant à renforcer la solidarité de l'Union et ses capacités de détection, de préparation et de réaction face aux menaces et aux incidents de cybersécurité

2023/0109(COD) - 24/04/2024 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 470 voix pour, 23 contre et 90 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures destinées à renforcer la solidarité et les capacités dans l'Union afin de détecter les menaces et incidents de cybersécurité, de s'y préparer et d'y réagir.

La position du Parlement européen arrêtée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Objectifs

Le règlement proposé établit des mesures destinées à renforcer les capacités dans l'Union afin de **détecter les menaces et incidents de cybersécurité, de s'y préparer et d'y réagir**, notamment par les actions suivantes:

- l'établissement d'un **réseau paneuropéen de cyberpôles** («système européen d'alerte en matière de cybersécurité») dans le but de mettre en place et de développer des capacités de détection coordonnée et d'appréciation commune de la situation;

- la mise en place d'un **mécanisme d'urgence** dans le domaine de la cybersécurité pour aider les États membres et les autres utilisateurs à se préparer aux incidents de cybersécurité importants, majeurs et assimilés à des incidents majeurs, à y réagir, à en atténuer les retombées et à s'en rétablir;

- la mise en place d'un **mécanisme européen d'analyse des incidents de cybersécurité** afin d'analyser et d'évaluer les incidents importants ou majeurs.

Le règlement poursuit les objectifs généraux consistant à renforcer la position concurrentielle des secteurs de l'industrie et des services dans l' ensemble de l'économie numérique de l'Union, y compris les microentreprises et les petites et moyennes entreprises ainsi que les jeunes pousses, et à contribuer à la souveraineté technologique et à l'autonomie stratégique ouverte de l'Union dans le domaine de la cybersécurité, notamment en stimulant l'innovation dans le marché unique numérique.

Ces objectifs seront poursuivis en **renforçant la solidarité au niveau de l'Union**, en consolidant l'écosystème de cybersécurité, en accroissant la cyberrésilience des États membres et en développant les aptitudes, le savoir-faire, les capacités et les compétences de la main-d'œuvre dans le domaine de la cybersécurité.

Le règlement est sans préjudice des fonctions essentielles des États membres, notamment celles d'assurer l'intégrité territoriale de l'État, de maintenir l'ordre public et de préserver la sécurité nationale. En particulier, la sécurité nationale reste de la seule responsabilité de chaque État membre.

Création du système européen d'alerte en matière de cybersécurité

Réseau paneuropéen d'infrastructures **composé de cyberpôles nationaux et de cyberpôles transfrontières** y adhérant sur une base volontaire, le système européen d'alerte en matière de cybersécurité sera mis en place pour soutenir le développement de capacités avancées permettant à l'Union de renforcer les capacités de détection, d'analyse et de traitement des données en rapport avec les cybermenaces et la prévention des incidents dans l'Union.

Lorsqu'un État membre décide de participer au système européen d'alerte en matière de cybersécurité, il désignera ou, le cas échéant, mettra en place un cyberpôle national. Les cyberpôles nationaux pourront coopérer avec des entités du secteur privé pour échanger des données et des informations pertinentes aux fins de la détection et de la prévention des cybermenaces et incidents, y compris avec les communautés sectorielles et transsectorielles d'entités essentielles et importantes.

Cyberpôles transfrontières.

Lorsqu'au moins trois États membres s'engagent à veiller à ce que leurs cyberpôles nationaux collaborent pour coordonner leurs activités de détection des incidents de cybersécurité et de surveillance des cybermenaces, ces États membres pourront créer un consortium d'hébergement.

Un cyberpôle transfrontière est une plateforme multinationale établie par un accord de consortium écrit. Il sera conçu pour améliorer la surveillance, la détection et l'analyse des cybermenaces, pour prévenir les incidents et pour contribuer à l'obtention de renseignements sur les cybermenaces, notamment par l'échange de données et d'informations pertinentes et, le cas échéant, anonymes, ainsi que par le partage d'outils de pointe et le développement conjoint de capacités de détection, d'analyse, de prévention et de protection des cybermenaces dans un environnement de confiance.

Mécanisme d'urgence

Un mécanisme d'urgence dans le domaine de la cybersécurité sera mis en place afin de favoriser l'amélioration de la résilience de l'Union face aux cybermenaces et d'anticiper et d'atténuer, dans un esprit de solidarité, les incidences à court terme d'incidents de cybersécurité importants, majeurs ou assimilés à des incidents majeurs.

Le mécanisme d'urgence soutiendra i) des actions de préparation, telles que des **tests coordonnés de préparation** des entités opérant dans des secteurs hautement critiques dans l'ensemble de l'Union, ii) d'autres actions de préparation pour les entités opérant dans des secteurs critiques; iii) les mesures prévues par les fournisseurs de services de sécurité gérés de confiance participant à la réserve de cybersécurité de l'Union qui soutiennent la réaction aux incidents de cybersécurité importants, majeurs ou assimilés à des incidents majeurs et permettent d'amorcer le rétablissement suite à ces incidents; iv) les actions d'assistance mutuelle, apportée sous forme de subventions et aux conditions fixées dans les programmes de travail correspondants visés au règlement établissant le programme pour une Europe numérique.

Réserve de cybersécurité de l'UE

Une réserve de cybersécurité de l'Union sera créée afin d'aider, à leur demande, les utilisateurs à réagir aux incidents de cybersécurité importants, majeurs ou assimilés à des incidents majeurs, ou à fournir une assistance à cet effet, et à entreprendre le rétablissement immédiat après de tels incidents.

L'ENISA préparera, au moins tous les deux ans, une cartographie des services nécessaires aux utilisateurs des services de la réserve de cybersécurité. Les demandes d'aide adressées à la réserve de cybersécurité de l'UE seront transmises au pouvoir adjudicateur qui les évaluera. Une réponse sera transmise aux utilisateurs en tout état de cause, au plus tard 48 heures après la présentation de la demande afin de garantir l'efficacité de l'action de soutien. Le pouvoir adjudicateur informera le Conseil et la Commission des résultats du processus.

Un **pays tiers** associé au programme pour une Europe numérique pourra demander une aide à la réserve de cybersécurité de l'Union lorsque l'accord par lequel il est associé au programme pour une Europe numérique prévoit sa participation à la réserve.

Évaluation et réexamen

Au plus tard deux ans à compter de la date d'application du règlement et au moins tous les quatre ans par la suite, la Commission procèdera à une évaluation du fonctionnement des mesures définies dans le règlement et présentera un rapport au Parlement européen et au Conseil.